

Pour la fin du marché du travail

A l'heure où notre peuple subit la politique du président des riches, dont la main de fer s'est abattue sur le pays, et où ne sait encore quel degré de résistance il va être capable de lui opposer quel types de propositions communistes pouvons nous faire ?

Quel type de propositions pour donner des perspectives aux salariés, aux classes populaires, aux 99% et leur donner un horizon qui fasse rêver et leur donne envie de lutter et de vaincre ? Notre parti, nos parlementaires proposent de mettre en chantier la sécurité emploi-formation (SEF). D'autres communistes, comme Friot, avec leurs amis du "réseau salariat" proposent le salaire à vie. A ce propos, je reviens sur une discussion que j'ai eu là dessus avec quelques camarades

Lors de cette discussion un doute est apparu sur le caractère franchement communiste de ces propositions. Je reprends le débat aujourd'hui car la question de l'émergence et du développement de propositions réellement communistes est centrale dans l'avenir de notre combat. Pour ce que j'ai compris la proposition de "sécurité emploi formation" ne serait pas suffisamment révolutionnaire car elle resterait dans le cadre d'une politique de l'"emploi", cantonnerait les travailleurs dans une notion d'employabilité. Quand au salaire à vie de notre ami Bernard Friot, il serait lui coupable de "non dépassement" du rapport salarial. Ces perspectives sont elles assez communistes ou bien s'agit il de simples aménagements réformistes ?

Je n'aborderai ici que brièvement les désaccord nombreux et sévères entre les tenants des deux approches : qu'il s'agisse de la restriction du dispositif aux adultes en capacité de travailler (c'est à dire hors étudiants en formation initiale et hors retraités) contre un salaire beaucoup plus universel chez Friot, à la question du crédit, dont les membres de la commission économique du parti, inventeur de la SEF soulignent le caractère d'anticipation des richesses produites, lorsque Friot veut que l'investissement se fasse uniquement sur la base d'un prélèvement sur les richesses produites

Dans cette dispute on sait bien que Friot considère la SEF comme une oeuvre de timorés réformistes, quand il apparaîtra peut être à ses concurrents comme une sorte de "socialiste utopique". Je me sens personnellement plus enclin à défendre la SEF, plus directement en prise avec la réalité de la vie dans les entreprises publiques ou privées. Mais là n'est pas la question.

Ce qui m'intéresse ici c'est le point commun qui me semble révolutionnaire entre les deux approches = les deux propositions en effet tendent à détruire le marché du travail, tout comme la variante cgtiste de la sécurité sociale professionnelle...

En effet si le salaire ne dépend que de la qualification et de l'expérience acquise grâce aux formations et à l'expérience antérieure, alors le salarié ne vend plus sa force de travail: il accomplit une mission productrice pour la société tout entière. Au fond son statut se rapproche de celui de la fonction publique, où les fonctionnaires reçoivent un traitement pour exercer une mission d'intérêt général en dehors de tout lien de subordination en droit à un employeur public précis. La concurrence entre salariés disparaît de même que la négociation à la baisse des rémunérations. Sans concurrence entre salariés c'est la coopération qui fait des pas de géants...

La portée révolutionnaire de salaire attaché à la personne et non à la fonction ou à la production du moment tient aussi dans le fait qu'un tel changement radical suppose l'avènement d'autres changements radicaux au même moment pour se réaliser : impossible d'aller au bout de cette logique sans changer le rapport des salariés à leur entreprise = ils doivent participer à la gestion avec des représentants de la société toute

entière... Sans cela pas de possibilité d'optimiser la création de richesses disponibles pour les caisses salariales. De même les capacités d'accès de ces entreprises gérées de façon nouvelle aux capitaux nécessaires à leur développement devra se faire auprès de banques ou de caisses dont l'objectif ne sera plus leur propre taux de profit mais l'intérêt général... Enfin comment ne pas penser que la formation initiale et continue, l'école , l'université ne seraient pas aussi révolutionnées si la question pour elles n'est plus d'améliorer l'employabilité des personnes formées mais simplement leur développement personnel et leur capacité à exercer une mission sociale.

Je pense que lorsque nous mettons en avant dans les luttes pour les mettre en débat nos solutions communistes de SEF (ou de salaire à vie pour ceux qui y tiennent) il convient de mettre en avant l'objectif immédiat qui lui est intimement lié celui de l'éradication rapide du marché du travail.

Salarié.e.s, chômeur.e.s, jeunes gens: saisissez vous des propositions communistes, lorsque vous vous battez contre les ordonnances et la loi XXL ce n'est pas pour des miettes, c'est pour l'éradication du marché du travail !